



Politique Contre la Traite des Personnes

Mars 2018

1. Objectif

Concern condamne fermement le trafic d'êtres humains, qu'il s'agisse d'enfants, femmes ou hommes, et cette politique interdit à tous les individus et les entités avec lesquels Concern travaille de se livrer à toute forme de traite des êtres humains. La traite des personnes est un acte criminel qui porte atteinte aux droits les plus fondamentaux de la personne ainsi qu'à la dignité et l'intégrité inviolables de la personne humaine. Des mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement seront prises à l'encontre de toute personne contrevenant à tout aspect de cette politique.

Cette politique est conforme à la mission et au travail de Concern et a été conçue de manière à respecter toutes les exigences réglementaires.

Étant donné que les questions abordées par cette politique sont inextricablement liées au Code de Conduite de Concern et ses politiques connexes, cette politique vient s'ajouter à ces politiques et vise à les améliorer.

2. Champ d'application

La présente politique s'applique de la même manière que le Code de Conduite de Concern, c'est-à-dire qu'il s'applique à :

- a. L'ensemble du personnel de Concern
- b. L'ensemble du personnel des organisations partenaires de Concern et des organismes bénéficiaires de subventions en cascade, et quiconque travaillant pour leur compte, tels que consultants, prestataires, bénévoles, stagiaires, et toute personne impliquée activement dans l'implémentation des programmes des organisations partenaires de Concern et des organismes bénéficiaires de subventions en cascade
- c. L'ensemble des personnes employées par Concern tels que consultants, prestataires, bénévoles, stagiaires, et toute personne impliquée activement dans les programmes de Concern
- d. Les visiteurs se rendant sur des programmes de Concern ou des locaux de Concern et les accompagnants à charge de membres internationaux du personnel

3. Description

Par le passé, l'abus de pouvoir a conduit à de nombreuses formes d'exploitation dans les secteurs de l'urgence et du développement. Concern condamne toute forme de comportement abusif ou d'exploitation des individus et s'engage à protéger les participants à son programme¹, en particulier les bénéficiaires, car

¹ Pour Concern, un **participant à un programme** désigne tout individu associé aux programmes de Concern et inclut: i. les bénéficiaires de programmes mis en œuvre par Concern ou par ses partenaires; ii. les membres des communautés au sein desquelles Concern et ses partenaires travaillent; iii. les personnes employées ou embauchées par Concern, qu'il s'agisse de personnel national ou international, travaillant à temps plein ou partiel, consultants, stagiaires, prestataires ou bénévoles, et toute autre personne impliquée activement dans les programmes de Concern ou de ses partenaires; et iv. les organisations partenaires de Concern, leur personnel ainsi que toute personne travaillant en leur nom.

ce sont eux les plus vulnérables. Il est interdit à toute personne visée par cette politique² de se livrer au trafic d'enfants, de femmes et d'hommes.

- a. Pour atteindre l'objectif de la présente politique, tous ceux visés par celle-ci:
 - 1. sont interdits de se livrer à la traite d'enfants, femmes ou hommes à des fins d'exploitation sexuelle ou d'actes sexuels à des fins commerciales (même si cette pratique est légale dans une zone particulière), notamment la prostitution forcée, la prostitution infantile et la pédopornographie.
 - 2. ne doivent pas se livrer à la traite des femmes et des filles à des fins de mariage forcé ou arrangé, ou tout système de «prix de la mariée».
 - 3. sont interdits de se livrer au trafic d'enfants, de femmes et d'hommes pour le prélèvement d'organes destinés au commerce illicite d'organes ou à la vente, transport ou trafic illicites de stupéfiants et de drogues.
 - 4. ne doivent pas utiliser la force, la fraude ou la coercition pour soumettre un enfant, une femme ou un homme au travail forcé, à la mendicité ou à la servitude involontaire.
 - 5. ne doivent pas forcer un enfant, femme ou homme à travailler à travers des menaces de préjudice grave à cette personne ou à une autre personne.
- b. Concern interdit toute pratique en matière d'emploi concernant la traite de personnes, y compris:
 - 1. détruire, dissimuler, confisquer ou refuser tout accès aux documents d'identité ou d'immigration d'un employé.
 - 2. avoir recours à des pratiques frauduleuses ou trompeuses pour le recrutement de personnel, par exemple en omettant de préciser certaines conditions de travail.
 - 3. avoir recours à des recruteurs qui ne respectent pas la législation locale en matière de travail.
 - 4. charger des frais de recrutement.
 - 5. ne pas fournir de transport, sauf exonération, à certains employés qui sont amenés dans un pays pour y travailler, y compris dans le cadre de contrats gouvernementaux bilatéraux ou multilatéraux, subventions, accords de coopération, contrat de sous-traitance, sous-subvention, ou tout autre sous-accord.
 - 6. fournir ou aménager un logement qui ne répond pas aux normes de logement et de sécurité du pays hôte.
 - 7. ne pas fournir de contrat de travail ou tout document de travail lorsque la loi l'exige.
 - 8. obtenir sciemment des biens ou des services fournis ou produits par des victimes de la traite ou du travail forcé.
- c. Par ailleurs, Concern exige que:
 - 1. tous les salaires répondent aux exigences légales du pays d'accueil.
 - 2. les pratiques transparentes de recrutement fournissent des renseignements complets et précis, dans un format et un langage accessibles à l'employé, indiquant les conditions clés du travail, y compris les salaires et avantages sociaux, les conditions de vie et de logement ou tout arrangement connexe (fourni ou organisé par Concern), et les principaux frais à charge de l'employé.
 - 3. dans les situations où Concern fournit un logement à l'employé, le logement répondra au minimum aux normes en matière d'habitation et de sécurité du pays d'accueil.
 - 4. des mesures raisonnables sont prises pour garantir que l'ensemble des organisations partenaires et des organismes bénéficiaires de subventions en cascade, consultants, prestataires, bénévoles, stagiaires et toute personne impliquée activement dans un programme de Concern respecte les dispositions de la présente politique.

4. Procédures et formation

² Les membres du personnel et toute personne embauchée par Concern et ses organisations partenaires tels que les consultants, prestataires, bénévoles, stagiaires, ou toute autre personne impliquée activement dans les programmes de Concern.

L'ensemble du personnel de Concern dans tous les programmes gérés par Concern sera informé de Politique Contre la Traite des Personnes de Concern et de ses interdictions liées à la traite, du système de signalement, des mesures qui pourront être prises à l'encontre de l'employé en cas de violations ainsi que des conséquences d'une violation de la présente politique.

En outre, les départements de Ressources Humaines de Concern doivent se conformer aux normes les plus strictes en matière de recrutement de personnel et doivent fournir des informations détaillées aux employés concernant leurs droits et avantages. Ces normes interdisent la sollicitation d'une personne à des fins d'emploi ou offrant un emploi sous de faux prétextes, des présentations mensongères ou des promesses concernant cet emploi, ou de charger des frais de recrutement et fournir un logement qui ne répond pas aux normes nationales en matière d'habitation et de sécurité.

5. Mécanisme de signalement, de suivi et d'enquête

Les procédures pour signaler, suivre et enquêter sur des incidents sont les mêmes que celles décrites dans le Code de Conduite de Concern.

Toute personne relevant du champ d'application de cette politique est tenue de signaler les violations avérées ou présumées et de coopérer pleinement à toute enquête en ce sens.

La sécurité des personnes qui signalent des violations réelles ou présumées est très importante, et ne doit pas être prise à la légère. L'organisation a l'obligation de protéger le personnel qui signale des actes répréhensibles réels ou présumés.

Les problèmes signalés à la hiérarchie seront traités avec les garanties suivantes:

- *Harcèlement ou victimisation*: Concern reconnaît que la décision de signaler un fait présumé peut être difficile à prendre, notamment en raison de la crainte de représailles de la part des personnes responsables de la faute professionnelle présumée. Concern, conformément à ses politiques en matière de Ressources Humaines, ne tolérera aucune forme de harcèlement ni de victimisation et prendra toutes les mesures nécessaires à la protection de ceux qui signalent en toute bonne foi un quelconque agissement.
- *Confidentialité*: Concern s'efforcera de protéger l'identité d'une personne lorsqu'elle signale un agissement et ne souhaite pas que son nom soit divulgué. Il faut toutefois comprendre qu'une enquête sur toute faute professionnelle potentielle peut nécessiter d'identifier la source de l'information et qu'une déclaration de l'individu peut être exigée dans le cadre de toute preuve recueillie lors du processus d'enquête.
- *Fausse allégation*: Les employés doivent savoir que si une allégation est faite en toute bonne foi, mais qu'elle n'est pas confirmée suite à une enquête, Concern ne sera pas en mesure de garantir que des mesures seront prises contre la personne faisant l'objet de l'enquête. Dans le cas où un individu formule des allégations malveillantes ou vexatoires, des mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement seront envisagées contre toute personne faisant de telles allégations.

Si les circonstances sont telles qu'il s'avère impossible de faire un signalement par voie interne, ou si le signalement a été fait en interne mais la personne en charge de le recevoir n'est pas en mesure d'apporter une réponse, la question peut également être signalée au service d'assistance mondial contre le trafic d'êtres humains: 1-844-888-3733 par téléphone ou help@befree.org par courrier électronique.

En tant qu'organisation, Concern coopérera pleinement avec les organismes de réglementation pour mener des audits et des enquêtes dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes.

6. Actions résultant d'une enquête

Les personnes qui sont jugées coupables de violation de cette politique peuvent avoir commis une faute grave. De telles violations entraîneront des mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement.

En outre, le cas échéant, Concern se réserve le droit de référer des violations importantes aux autorités locales chargées de l'application de la loi en vue d'engager des poursuites pénales.

7. Date d'entrée en vigueur

Cette politique a été approuvée et est en vigueur. Elle sera diffusée:

- à l'ensemble du personnel, avec une notification claire qui indique qu'elle a été intégrée au Code de Conduite de Concern et ses politiques connexes, et que de ce fait elle a force obligatoire pour l'ensemble du personnel.
- à tous les partenaires, avec une notification claire qui indique que nous les encourageons fortement à l'appliquer immédiatement, et qu'entre-temps elle sera formellement intégrée dans les accords de partenariat dans le cadre du Code de Conduite de Concern et ses politiques connexes au moment de la prochaine mise à jour ou révision de l'accord.

La présente politique a été intégrée dans le Code de Conduite de Concern et ses politiques connexes et sera intégrée de fait dans tous les futurs contrats de travail, contrats de consultants et accords de partenariat.

8. Révision de la présente politique

Dans le but de maintenir de bonnes pratiques, le contenu de cette politique sera révisé conjointement avec le Code de Conduite de Concern et ses documents de politiques connexes. La responsabilité de lancer le processus de révision des politiques incombe à l'équipe de Direction de Concern (SMT). Tout changement apporté à la politique ayant une incidence sur ses principes ou objectifs sous-jacents sera soumis au Conseil d'Administration à Dublin pour examen et approbation.